

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 21/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

VERHAEGHE INDUSTRIES

Parc d'Activités Ravesnes les Francs
Avenue Jean Perrin
59910 Bondues

Références : 11042023_Verhaeghe industries_Bondues
Code AIOT : 0007000553

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2023 dans l'établissement VERHAEGHE INDUSTRIES implanté Parc d'Activités Ravesnes les Francs Avenue Jean Perrin 59587 Bondues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée à l'occasion de la campagne de contrôle inopinée réalisée au titre de l'année 2023 et diligentée par l'inspection de l'environnement.

Le contrôle porte sur le rejet des eaux industrielles issues de l'activité de teinturerie.

Ce site a fait l'objet de dépassements importants sur le paramètre MES en 2022 et sur les paramètres pH et température au titre des années 2020, 2021.

Il s'agit donc d'un site visé par l'action régionale des HDF relative au traitement des gros dépassements.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERHAEGHE INDUSTRIES
- Parc d'Activités Ravennes les Francs Avenue Jean Perrin 59587 Bondues
- Code AIOT : 0007000553
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VERHAEGHE INDUSTRIES fait partie du groupe français SAGAERT. Elle a été rachetée il y a une dizaine d'années à la famille VERHAEGHE qui reste propriétaire du terrain et des bâtiments.

L'entreprise exploite un atelier de teinture sur fil, dans un bâtiment unique, établi sur la zone d'activité de Ravennes-les-Francs à BONDUES.

L'établissement met en œuvre les procédés suivants :

- teinture en autoclave de tout type de fils continus ou filés de fibre ;
- teinture en continu sur Aramides, Nomex, etc ;
- traitements de lavage, rétraction, adoucissage, hydrofugation.

La société vend les bobines de fils teintés à d'autres entités du groupe SAGAERT mais également à des clients propres. Les bobines serviront notamment à fabriquer des lacets, des cordes ou encore des sangles.

L'établissement est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 28 janvier 2002 au titre de la rubrique 2330 - Teinture, impression, apprêt enduction, blanchiment et délavage de matières textiles - de la nomenclature des installations classées.

Le volume d'activité autorisé de l'atelier de teinture est de 8 tonnes/jour. Ce volume d'activité a été réduit à 4,5 tonnes/jour par arrêté préfectoral complémentaire du 05 janvier 2006.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques chroniques : contrôles inopinés eau, gestion des gros dépassements

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 9.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, modifié par Arrêté Préfectoral du 24/11/2016, articles 8.3.1 et 8.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
8	Entretien des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 4.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Etude technico économique	AP Complémentaire du 11/12/2019, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Éléments de contexte	Autre du 06/07/2022, article /	/	Sans objet
2	Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 4.3.	/	Sans objet
4	Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 4.3.6.3.	/	Sans objet
5	Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 5.1.	/	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 10.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées de la DREAL a procédé à une visite sur site le 11 avril 2023 dans le cadre de la campagne des contrôles inopinés sur les rejets eau.

Des points de non-conformités ont été constatés : contrôles périodiques du réseau des eaux de process non réalisés, point de prélèvement et de mesures non conforme, dépassement récurrent en 2022-2023 de la valeur limite d'émissions sur les paramètres phosphore (P) et les halogènes organiques adsorbables (AOX), dépassement récurrent en 2022-2023 de la valeur maximale sur les paramètres température et pH, gros dépassement lors des contrôles inopinés de 2022 et 2023 de la valeur limite d'émission sur le paramètre matières en suspension (MES), absence de l'étude technico-économique prescrite par l'arrêté préfectoral du 11/12/2019.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Éléments de contexte

Référence réglementaire : Autre du 06/07/2022, article /
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Date du CI EAU de l'année n-1 : Nature du/des dépassement(s)/gros dépassement(s) relevés lors du CI EAU de l'année n-1 : Conditions de fonctionnement du site :
Constats : Date du CI EAU de l'année n-1 : du 27/07/2022 au 28/07/2022 Nature du/des dépassement(s)/gros dépassement(s) relevés lors du CI EAU de l'année n-1 : Des valeurs maximums en concentration ont été dépassées. - Gros dépassement : MES (x4)- Dépassements : DBO5 , P , pH , T Conditions de fonctionnement du site : le site était en condition normale de fonctionnement. L'exploitant rapporte que pendant cette période le site traitait du lin et du coton, fibres naturelles générant des MES.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réseaux – ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 4.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'Exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.
Constats : L'exploitant a présenté, lors de la visite, à l'inspection un plan du réseau des eaux de process. Ce plan indique le rejet des eaux de process vers la STEP de la MEL (via réseau de la MEL) et le point de prélèvement. L'exploitant a présenté également l'arrêté d'autorisation de déversements de ses effluents dans le réseau de collecte des eaux usées signé par la MEL. Le contrôle inopiné concernant le rejet des eaux de process (dites eaux résiduelles), la thématique des eaux pluviales n'a pas été abordée lors de l'inspection.
Observations : L'exploitant doit mettre à jour son plan des réseaux en ajoutant les réseaux eaux pluviales et eaux usées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sur chaque ouvrage de rejets d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvements d'échantillons et des points de mesure.</p> <p>Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées et du Service chargé de la Police des Eaux.</p>
<p>Constats : Le site dispose d'un point de prélèvement (indiqué sur le plan présenté). Ce point est constitué par un regard de visite en sortie des installations de l'exploitant. Le fil d'eau au niveau du radier, se trouvant à une profondeur supérieure à 1 m, n'est pas aisément accessible pour réaliser les mesures.</p> <p>L'inspection constate que le point de prélèvement n'est visiblement pas aménagé spécifiquement pour l'objet de la prescription. Le laboratoire de mesures indique également dans son rapport que la configuration du point ne permet pas le prélèvement isolé du rejet. Une partie des eaux pluviales du site se retrouve mélangée aux eaux résiduaires. Les mesures ne peuvent pas donc être représentatives de la qualité des eaux résiduaires.</p> <p>L'exploitant indique qu'un nouveau point de prélèvement de type canal de Venturi sera réalisé avec le concours de l'agence de l'eau. L'exploitant a présenté à l'inspection le dossier de demande d'une aide au financement à hauteur de 50% par l'agence de l'eau et un devis de la société D3EM daté du 12/04/2023 pour la fourniture et la mise en place du canal de Venturi, d'un pH mètre et d'un enregistreur numérique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois

N° 4 : Réseaux – ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 4.3.6.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Équipement des ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant rejet au milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement, les ouvrages d'évacuation des rejets d'eaux usées/résiduaires visées à l'article 8.3 doivent être équipés des dispositifs de prélèvements et de mesures automatiques suivants : Un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 h et la conservation des échantillons à une température de 4°C ; Un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement ; Un pH-mètre en continu avec enregistrement .
Constats : Le rejet des eaux de process se fait dans le réseau eaux usées de la MEL. Avant rejet et en amont du point de prélèvement actuel, le réseau est équipé : <ul style="list-style-type: none">- d'un débitmètre- d'un pH-mètre- d'un système prélevant des échantillons. Les échantillons sont stockés dans un réfrigérateur. Ils sont recueillis et analysés une fois par semaine par le laboratoire CERECO. Les résultats d'analyse sont ensuite rentrés dans GIDAF par l'exploitant. Lors de la visite, le pH-mètre était en panne depuis 3 semaines. L'exploitant a précisé le futur remplacement du matériel (devis et dossier de financement agence de l'eau).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien, surveillance et isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux doivent être canalisés. Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées. En complément des dispositions prévues à l'article 4.3 du présent Arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur. Les réseaux doivent pouvoir être isolés de leur milieu récepteur (réseau communautaire) par un système à l'efficacité éprouvée (vanne guillotine par exemple). Des mesures sont prévues pour éviter le déversement d'eaux d'extinction d'incendie dans le réseau communautaire. Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.
Constats : Les eaux de process sont bien canalisées et se rejettent dans le réseau eaux usées de la MEL. Les eaux pluviales sont collectées séparément. La mise hors tension des installations permet la coupure de l'écoulement des eaux de process. L'exploitant indique ne pas réaliser de manière récurrente le curage du réseau des eaux de process mais ne jamais avoir eu de problème technique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, modifié par Arrêté Préfectoral du 24/11/2016

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

8.3.1 Débit, température, pH et couleur

Les rejets doivent respecter les conditions suivantes :

Débit maximal journalier	Température maximale	pH	Modification de couleur du milieu récepteur
200 m ³ /h	30°C	Entre 5,5 et 8,5	100 mg Pt/l

8.3.2 Valeurs limites

Paramètres	Concentrations Maximale instantanée (en mg/l)	Flux Maximal journalier (en kg/j)
MeS	60	10
DCO ⁽¹⁾	950	170
DBO ₅ ⁽¹⁾	270	45
Azote global ⁽²⁾	30	5,2
Phosphore total	5	1
AO _x	1	0,2
Hydrocarbures totaux	10	2
Métaux totaux	10	2
Phénols	0,3	0,06

Constats : Résultat du CI de l'année n-1

Paramètres physiques

Non conformités : pH (9,5) maxi et T (66,2 °C)

Paramètres en concentration

Non conformités : MES (gros dépassement x4), DBO5 (+7 %) et P (+26 %)

Paramètre en flux : non mesurables

Résultat du CI de l'année n

Paramètres physiques

Non conformités : pH maxi (10,6) et T (98,1 °C)

Paramètres en concentration

Non conformités : MES (gros dépassement x2) et phosphore (x5,6)
Résultats d'autosurveillances GIDAF sur la période janvier 2022 – mai 2023
Paramètres physiques
Au 26/06/2023, GIDAF indique 47 % des valeurs de pH et 24 % des valeurs de température non conformes.
Paramètres en concentration
Au 26/06/2023, GIDAF indique 29 % des valeurs de AOX et 87 % des valeurs de phosphore non conformes.
Paramètres en flux :RAS
En conclusion :
- la non conformité sur les paramètres T, pH, phosphate et AOx est très souvent constatée.
- des gros dépassements sur les paramètres MES lors des CI de l'année n-1 et n sont notés.
L'exploitant indique avoir entrepris une démarche de recherche sur la source de non - conformité sur le phosphore et l'AOx. Pour le phosphore, il suspecte la présence d'engrais sur les textiles traitées. L'AOx proviendrait des produits utilisés. L'exploitant déclare que la hausse de la concentration en MES lors du CI de 2022 est dû au traitement pendant cette période de textile à base de lin et de coton, matière à haute teneur en MES. Aucun autre dépassement n'a été constaté dans le programme d'autosurveillance repris dans GIDAF en 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 8 : Entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien, surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.
Constats : L'exploitant indique ne pas réaliser de contrôles périodiques d'état de son réseau des eaux de process. La prescription n'est donc pas respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Etude technico-économique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/12/2019, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une étude technico-économique visant à identifier et dimensionner les actions nécessaires au respect des valeurs limites de rejet dans l'eau fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2011. Cette étude se compose à minima : <ul style="list-style-type: none">- d'un diagnostic des causes et origines des dépassements des valeurs limites d'émission relatives aux rejets aqueux ;- d'un plan d'actions détaillé visant à respecter de manière durable les normes de rejet ;- d'un échéancier motivé de mise en œuvre des actions précitées. L'étude portera également sur la faisabilité de disposer d'un point de prélèvement permettant la mesure d'un débit.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé l'étude technico-économique demandée dans l'arrêté préfectoral du 11/12/2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois